

Présentation du budget 2021 - CN du 13 mars 2021
Denis Rondepierre
Trésorier national

Depuis que nous sommes entrés dans l'application de la loi de financement des partis, les rapports financiers sont introduits par cette question.

Cette loi nous impose à nous, Parti communiste, dans notre structuration décentralisée, des contraintes énormes. La singularité de notre parti et la constitution de ses recettes, fondée sur les cotisations des adhérents·es collectées par les sections ainsi que la souscription populaire, obligent à un travail militant énorme dans la section, la fédération et nationalement. En effet, toutes les opérations doivent être vérifiées, soit plus de 200 000 écritures (le double de précédemment) pour aboutir à une comptabilité consolidée soumise aux commissaires aux comptes, puis à la CNCCFP.

Les comptes 2019 ont été validés en décembre 2020. Les camarades qui ont effectué ce travail dans les sections, les fédérations , nationalement, dans les conditions de l'épidémie de Covid , ont accompli un véritable tour de force. Les camarades retraités·es·es ou salariés·es du secteur national n'ont pas pris de congés en été. Je veux ici le souligner car, pour effectuer ce travail, la limitation des contacts, des réunions, des visites dans les fédérations pèsent très

lourdement sur les conditions dans lesquelles chacune et chacun a accompli sa mission.

Nous avons, grâce à cet engagement, à l'investissement financier consacré par les fédérations et nationalement, déposé des comptes intégrant 1188 sections, 58 parties liées, essentiellement des Sociétés Civiles Immobilières, nos 96 fédérations et la comptabilité du Conseil national.

Je veux donc remercier ici les sections, les fédérations, les collaborateurs et collaboratrices du secteur national.

Nous sommes en train de réaliser la consolidation des comptes 2020. Nous avons de nouveaux engagements à tenir : celui d'intégrer de nombreuses SCI, de compléter l'intégration des sections et de fournir les éléments liés à des opérations de prêt datant de plusieurs années. Notre budget devra intégrer les moyens financiers et humains pour y parvenir.

Faute d'y parvenir, le parti perdrait sa capacité à financer une campagne électorale. En effet, la commission pourrait le priver du bénéfice de l'aide publique et de la réduction d'impôt prévue à l'article 200 du code général des impôts pour les dons et cotisations versés à son profit, pour une durée maximale de trois ans.

La loi dans son esprit et sa lettre, notamment la définition de ce que nous appelons le périmètre, relève d'une bataille politique. Car elle peut conduire à empêcher l'existence du Parti communiste.

Quelques remarques à partir des comptes consolidés 2019 publiés par la CNCCFP.

1) D'abord sur les caractéristiques de notre financement

Je ne changerai rien des observations formulées lors de mes précédents rapports.

Il convient de mesurer et de valoriser la singularité militante et populaire du financement de notre Parti.

Il s'agit, en effet, d'une originalité profonde, d'une réalité atypique dans le paysage politique de notre pays.

J'insiste, une réalité... et pas un « truc » de communication ou un faire valoir.

En effet, sur près de 29 millions d'euros de produit d'exploitation (intégrant

1088 sections et 58 parties liées), 20 % proviennent des cotisations des

adhérents·es., 21 % du reversement des élus·es, 20 % émanent de la

souscription, 16 % des manifestations. Le reste étant constitué de recettes

diverses. 7 % proviennent de l'aide publique. Cette aide a baissé de 35 % suite

aux dernières élections législatives.

C'est dire que nous ne sommes pas essentiellement dépendants de l'aide publique contrairement aux principales formations politiques de notre pays, même si nous préfererions évidemment toucher davantage.

Ces chiffres, qui sont du domaine public, éclairent avec force cette singularité dont j'ai parlé d'entrée : notre financement local et national est très largement appuyé sur nos ressources militantes, nos élus·es et notre réseau de sympathisants·es.

Cela traduit une large décentralisation et un enracinement territorial sans pareil dans le pays.

Nos finances sont le produit singulier de l'histoire de notre Parti et elles témoignent de l'engagement actuel de nouvelles générations de militants·es. Notre politique financière est un moyen incontournable pour déployer nos batailles et elle est le témoin de nos valeurs et de notre conception de la politique.

Ne lâchons rien sur cette question, c'est une originalité vertueuse et c'est une force !

Révéler cette réalité, politiser cette question, la porter publiquement avec force constituent une nécessité et un atout pour nos batailles.

Tous les responsables du Parti doivent y attacher une attention permanente et soutenue. Les secrétaires de section, les secrétaires départementaux·ales, le secrétaire national du parti sont engagés·es bien évidemment à la réussite des objectifs politiques en découlant, mais ils le sont aussi devant la loi.

J'en viens à la situation financière des fédérations qui n'est évidemment pas homogène.

Déjà, beaucoup d'entre elles rencontrent des difficultés financières depuis ces dernières années. Le Conseil national apporte une aide financière directe à l'équilibre structurel de 30 fédérations et répond très régulièrement à des demandes d'aide ponctuelle émanant de nos organisations départementales. En 2020 la situation globale s'est dégradée sur les trois principaux piliers de l'activité financière des fédérations.

84 fédérations totalisent une perte de 2778 cotisants·es pour un versement annuel moyen de 75 euros, 11 ont progressé pour un total de 434 cotisants·es . La baisse observée doit retenir notre attention. Elle accélère une érosion qui concerne d'abord les cotisants·es les plus modestes d'entre nous.

Concernant le reversement des indemnités perçues des camarades élus·es, le total des pertes des 52 fédérations concernées s'élève à plus de 25 %. C'est un

chiffre non définitif car le comparatif s'effectue en intégrant les versements du premier semestre 2020. 30 fédérations cumulent à l'issue du scrutin municipal une hausse de 18 %.

Concernant le troisième pilier des ressources des fédérations, à savoir la souscription, il y a une perte de 23 % concernant 63 fédérations et un gain de 27 % pour 33 fédérations qui, dans cette année, ont pris de nouvelles dispositions de prospection de souscription .

Enfin, il est difficile d'évaluer les pertes de ressources des autres initiatives financières (fêtes, banquets, ventes diverses) nationalement car elles sont liées aux charges de chacune de ces initiatives.

L'essentiel des fédérations les plus lourdement impactées ont pris des dispositions pour procéder à des modifications structurelles importantes touchant leur frais de fonctionnement, salaires et locaux.

Il nous faudra apporter une attention particulière à cette situation pour que ne soit pas remise en cause notre implantation sur le territoire national.

La solidarité nationale devra être sans faille.

Cette situation doit continuer d'activer notre réflexion et notre travail sur des problématiques déjà pointées.

Pour nos recettes :

1) la cotisation, la souscription

2) Concernant le reversement des élus·es, il convient en cette période de préparation des échéances départementales et régionales de veiller au bon déroulement des discussions que nous avons avec nos candidats·es, tout en poursuivant celles avec les élus·es municipaux là où cela est nécessaire.

Concernant les charges des fédérations, nous en aurons une lecture lors du travail de consolidation engagé. Cependant, les pistes sont identifiées.

La Première : face à la réduction de ces moyens, liée notamment à des pertes de positions électorales, comment mieux utiliser, comment mettre davantage en mouvement nos potentialités militantes ? Quelles nouvelles logiques de travail et quelle implication de direction à tous les niveaux du Parti pour mieux mobiliser ces ressources militantes ? La période épidémique que nous traversons met cette question au cœur des enjeux de la vie militante.

Cette question dépasse - et de loin - la seule dimension financière. Elle porte l'exigence d'un déploiement plus intense de nos forces militantes, interroge toutes les organisations et tous les niveaux du parti.

Seconde problématique : celle de la mise en partage de certains de nos moyens entre fédérations sur des questions telles que nos moyens d'impression

ou la tenue de nos comptes, la participation à la fête de l'Humanité, la formation... et sans doute bien d'autres questions.

Ces partenariats ne peuvent se décréter. Ils doivent se construire, s'expérimenter... mais un mouvement de mutualisation entre fédérations est à encourager et se révèle incontournable. C'est un des objectifs sur lequel nous devons avancer. C'était un des objectifs de la mise en place des coordinatrices et coordinateurs régionaux. Il serait instructif de partager les expériences dans ce domaine.

Troisième problématique : concernant la gestion de notre patrimoine immobilier. Celui-ci est conséquent sur tout le territoire ; il est le fruit de l'engagement de générations de militants·es. Des ajustements ont déjà été effectués dans certaines fédérations et des réflexions sont en cours, car ce patrimoine coûte souvent cher d'usage et d'entretien. Et il est parfois en décalage avec nos réels besoins.

Quels que soient nos choix, il faut manier cette question avec le soin, la transparence et l'esprit de responsabilité nécessaires.

Cette problématique, je l'ai dit en introduction, est devenue névralgique pour la consolidation de nos comptes. C'est dans ce domaine que nous avons le plus de difficulté à combler notre retard pour consolider ces structures dans notre

comptabilité. De cette consolidation dépendra pour une grande part la validation des comptes 2020.

Nous sommes entrain de mettre en place avec Taylan et l'ensemble du pôle moyens un dispositif mobilisant des moyens humains et compétents pour accompagner les fédérations dans ce travail.

J'en viens à la présentation du budget réalisé par l'équipe du secteur financier et la coordination nationale. C'est le document que vous voyez sur vos écrans. C'est un document de travail du Conseil national qui n'a pas vocation à être diffusé.

Je veux souligner l'acte important que constitue l'établissement du budget. En effet, il s'agit de définir à partir des orientations du congrès et du Conseil national, les conditions de sa réalisation.

Ce budget 2021 s'établit alors qu'un choix d'orientation est en débat dans le parti concernant les échéances de 2022.

L'issue de ce débat interviendra en mai 2021 par le vote des adhérents·es.

C'est donc un budget qui appellera une clause de revoyure à l'issue de ce vote.

Le fondement de ces orientations budgétaires à partir de nos ressources sera à faire partager à tous les niveaux de l'organisation : national, fédérations, sections, dès l'adoption de ce budget.

Ce que je suis en charge de vous présenter aujourd'hui est le fruit d'un travail rigoureux dont les éléments ont été fournis par la Directrice administrative et financière du parti Pascale Labbé, la comptabilité de l'ANF assurée par Alice Ethevenet sous la direction de Serge Leblond, qui a bien voulu poursuivre son travail suite aux enjeux de la consolidation, des besoins des fédérations et compte tenu d'un long congé de maladie de Cyril Thomas à qui nous souhaitons un rétablissement rapide.

Ces équipes, que je veux remercier d'autant plus dans le contexte sanitaire, ont fourni les bases d'un travail solide pour qu'avec Fabien Roussel, Igor Zamichiei et Taylan Coskun nous puissions travailler à établir ce budget que j'ai présenté au CEN du 8 mars et que je soumets aujourd'hui à votre adoption.

Je ne commenterai pas tous les chiffres. Nous y reviendrons si nécessaire dans notre discussion.

Concernant le bilan de réalisation du budget de 2020 (qui n'est pas complètement clos),

chose peu commune, il est -je dirais malheureusement-positif.

Celui des deux années précédentes présentant respectivement des soldes négatifs de 673 839 euros et 649 827 euros. Les 516 536 euros de solde positif du budget 2020 ne sont donc malheureusement pas des disponibilités.

Concernant les recettes, elles sont conformes à nos prévisions. Mais elles trouvent leur équilibre dans une répartition sensiblement différente.

La cotisation

Il s'agit là du tiers de ce que les fédérations ont perçu au titre de la cotisation.

84 fédérations, comme je l'ai indiqué plus haut, ont perdu des cotisants.

La part à percevoir par la trésorerie nationale s'élève à 1 916 497 euros

Nous avons sur cette somme encaissé 1 741 738 euros, soit un manque de 174 759 euros.

Cette absence de reversement provient principalement de 8 fédérations, pour 5 d'entre elles cela persiste depuis plusieurs années. Il ne s'agit donc pas d'accident mais de choix.

Une fédération qui ne reversait plus depuis 2019, a commencé à reverser et a effectué l'intégralité du tiers en 2020, tout en procédant au début du remboursement de sa dette accumulée.

Pour rappel, nous avons adossé la réserve présidentielle et législative à la régularisation de cette situation et des remboursements de cette dette.

Le reversement de la totalité du tiers revenant au CN est un impératif politique. Il est structurellement et statutairement garant de notre politique financière, de nos règles de vie démocratique. Chaque adhérente et adhérent qui cotise le fait pour financer et assurer l'existence de nos structures locales, départementales et nationale. Au bilan, malgré la grande rigueur de la grande majorité des fédérations, la dette vis-à-vis de la caisse commune nationale s'est accrue.

La souscription

La souscription nationale de l'année 2020 dépasse nos prévisions. Ce résultat est obtenu grâce à l'engagement de milliers de souscriptrices et souscripteurs . Nous avons élargi le nombre d'adhérentes et adhérents, ami-es, soutiens que nous sollicitons et avons avancé le lancement.

Cela nous a permis de réaliser la réserve pour la présidentielle et les législatives.

La progression des résultats de souscription dans plus d'un tiers des fédérations (pour mémoire et expérience nous avons collecté 80 000 € par la souscription du muguet virtuel qui a transité sur le compte de l'ANF) et le résultat national nous indiquent que c'est la souscription qui doit rester le principal levier de l'augmentation de nos ressources pour répondre à nos besoins dans les années à venir.

Ce résultat confirme avec force l'enjeu de cette bataille politique qu'il nous faut mener avec ambition, esprit de prospective et de rigueur.

La souscription centenaire n'a pas atteint encore les objectifs. Dans un trop grand nombre de fédérations, les adhérents·es n'ont pas été sollicités·es pour celles-ci. C'est un handicap financier et politique.

Concernant les dépenses :

Bien évidemment, la pandémie, les restrictions sanitaires, les confinements ont lourdement impacté nos possibilités de réaliser nos campagnes politiques et donc limité nos dépenses.

La rigueur de gestion que nous nous imposons, le respect des orientations souvent frustrantes et contraignantes, que nous avons pris, ont aussi porté leurs fruits, même s'il reste encore des choses à faire en matière de masse salariale et d'organisation du travail.

Quelques commentaires par grands chapitres

La baisse des dépenses « pôles » est essentiellement due à l'impossibilité de déplacements nationaux et internationaux. Une grande part des activités ont été réalisées en visioconférence.

Au chapitre organisme de direction

Notons la baisse de nos dépenses pour les réunions de CN et CEN qui sont réalisées en visioconférence.

Les dépenses du centenaire réalisées en 2020

et, enfin, à la **ligne charges permanents·es**, deux des départs projetés sur 3 ont pu être réalisés. Reste ici un salaire que nous continuons de financer à une fédération.

Au chapitre adhérents·es

Nous sommes largement en-deçà de nos dépenses prévisionnelles (en retirant le reversement du muguet virtuel qui a transité par l'ANF)

Au chapitre aides financières aux fédérations

Noter que les aides exceptionnelles sont dues aux frais de départ de deux camarades que nous avions programmés .

Au chapitre loyers et charges, nous réalisons nos objectifs. C'est également le cas des services généraux qui ont dû adapter le siège aux contraintes sanitaires et qui ont su avec intelligence et créativité maintenir des activités promotionnelles de notre siège sous la conduite de Nicolas Bescond.

Au chapitre du personnel, l'équilibre apparent est en trompe l'œil puisqu'il intègre le chômage partiel auquel nous sommes contraints.

Des mouvements ont eu lieu en cours d'année par remplacements. Parmi les postes qui devaient être supprimés, un n'a pas encore été réalisé.

En 2020, nous avons prévisionné 6 départs. Nous en avons réalisé 4. Je veux souligner ici l'esprit de grande responsabilité et remercier ces camarades et salariés·es qui ont dû quitter le siège. Nous pouvons aussi remercier celles et ceux qui ont accédé à leur retraite et qui continuent leur activité.

Sur les 2 autres départs, il sont en cours de réalisation et sont un impératif pour le déploiement de nos orientations de politique budgétaire.

Pour mémoire, depuis 2016, nous avons eu 30 départs pour 8 entrées.

Au chapitre autres charges, nous sommes au niveau des prévisions.

Au chapitre des coopérations et partenariat également.

Au chapitre de la communication, toutes nos dépenses ont été limitées avec la crise sanitaire et la non tenue d'événements, notamment la fête de l'Humanité.

Pour le remboursement des prêts de l'élection européenne, remboursables sur 3 ans, nous avons, en dialogue avec les fédérations, procédé aux remboursements du premiers tiers voire plus pour certaines (suite aux élections municipales). Avec l'accord d'autres , nous avons décalé ce remboursement. (Pour mémoire, le montant de ces prêts s'élevait à 750 000 €).

Concernant nos orientations budgétaires pour 2021.

Ces orientations épousent nos objectifs politiques dans les contraintes économiques et sanitaires.

Je redis ici qu'une clause de revoyure sera indispensable à l'issue des décisions prises pour 2022.

La règle d'or restera que nous ne pouvons dépenser plus que ce que nous réalisons en recettes.

Concernant celles-ci, elles s'articulent autour de 4 axes :

1) Le versement par toutes les fédérations des parts de cotisations revenant au CN et le règlement des dettes.

Il s'agira également de mener le travail avec la vie du parti pour aider et accompagner les fédérations pour faire stopper notre érosion et faire progresser le nombre de cotisantes et cotisants, réévaluer le taux de cotisation, généraliser les prélèvements .

2) Il nous faudra maintenir à un haut niveau la souscription. Cela repose sur une organisation de la sollicitation de plus de monde. Nous avons progressé de façon significative. En maintenant ce niveau de souscription, nous voulons effectuer en 2021 une nouvelle réserve équivalente pour les échéances de 2022. Celle-ci sera réévaluée avec le reversement de la totalité du tiers des cotisations et des remboursements de dette.

3) Dans nos recettes, nous inscrivons de la prise en charge par les fédérations des moyens pour parvenir à la consolidation des comptes du parti, pour la tenue comptable de plus de 40 fédérations, l'accompagnement, pour procéder aux vérifications indispensables des comptes de toutes les entités intégrées dans nos comptes. Pour renforcer l'équipe animée par Serge Leblond et intégrer son départ en cours d'année, comme celui de deux de nos comptables particulièrement efficaces et appréciées par les fédérations Monique Gastao et Monique Réa, nous créons deux postes dédiés à ce travail et faisons appel à des prestations extérieures et à un dispositif renforcé pour nous accompagner sur l'intégration des sociétés immobilières.

La répartition de ces coûts est établie sur la base de la mutualisation et de la solidarité.

4) Nous inscrivons dans ce budget une hausse significative du reversement des indemnités des sénatrices et sénateurs avec l'arrivée de Marie-Claude, Jérémy, Gérard et l'augmentation des reversements de Pierre suite à son élection à la vice-présidence du Sénat. J'en profite pour rappeler combien la question du **non** enrichissement des élus·es communistes est vertueuse dans le débat politique le dénigrement des élus étant chose courante.

Nous maintenons une recette indispensable pour le centenaire afin de pouvoir, dès que les conditions le permettront, présenter les 2 expositions prêtes et pour lesquelles nous avons investi.

Concernant les dépenses, je veux ici pointer les principales caractéristiques et orientations :

Au titre des dépenses exceptionnelles de l'année 2021 sont inscrits deux événements nationaux.

La conférence nationale

A ce jour, le collectif en charge de cette conférence, animé par Marie-Jeanne Gobert et Pierre Lacaze, n'a pas été en mesure d'établir un budget. La somme indiquée est donc une enveloppe que nous ne pouvons dépasser. Elle intègre le paiement par les fédérations d'un mandat de 20 euros par délégué-e sur la base de 1000 délégués-es. Pierre et Marie-Jeanne pourront préciser les conditions difficiles de préparation de cette conférence.

Le deuxième événement est la tenue d'un congrès.

Les budgets précédents n'ont pas permis de lisser cette dépense (établie ici sur la base du coût du dernier congrès).

Elle devra donc être entièrement supportée sur le budget 2021.

Pour réaliser ces deux initiatives, 200 000 euros de la somme affectée à la communication y seront consacrés.

Au chapitre adhérents·es

Vous pourrez lire des dépenses correspondant au renouvellement de la carte, l'édition d'un livret d'accueil, une campagne d'adhésions prise en grande partie sur le budget communication complétera ce dispositif.

Au chapitre personnel

La réalisation de nos objectifs en terme de masse salariale reste centrale.

Aboutir à la réalisation des départs programmés. Remplacer les départs indispensables au fonctionnement. Ne pas créer de nouveaux postes sans avoir créé les conditions de la suppression dans l'existant.

Les charges liées aux financement public à un niveau élevé

5) La reconduction de 500 000 € affectés à la communication dont 200 000 euros pour la conférence nationale et un congrès.

6) La poursuite du remboursement du tiers des prêts aux fédérations en lien avec les échéances départementales, régionales et en prévisions des échéances 2022. Une nouvelle campagne d'appel aux prêts pour pouvoir engager un candidat communiste dans la campagne sera à l'ordre du jour, ainsi que le

financement des législatives. Je rappelle qu'une grande partie du montant de l'aide publique que nous percevons après validation de nos comptes est indexée au nombre de voix que nous rassemblons à cette élection et donc à la capacité de présenter des candidats·es à parité sur tout le territoire. Il s'agit d'une question politique et financière à intégrer dans la perspective des années 2023 – 2024.

En conclusion de cette présentation, je veux attirer votre attention sur le lien qu'il convient de faire entre notre capacité à remplir nos objectifs de cotisations et de règlements des arriérés et la constitution de la réserve indispensable pour l'échéance électorale de 2022.

Voici les orientations du budget 2021 que j'étais chargé de vous présenter à l'issue du travail effectué avec le secrétaire national, la coordination du parti, l'ensemble du pôle moyens et le CEN.

